



Les impacts injustes d'une planète en ébullition

Le mouvement du commerce équitable appelle à repenser d'urgence l'action climatique

Le Secrétaire Général des Nations unies, Antonio Guterres, a récemment déclaré que le monde était entré dans l'ère de « l'ébullition globale »¹

Il est devenu impossible d'ignorer le changement climatique, tout comme le fait que ses effets sont inégalement répartis entre les systèmes, les régions et les secteurs, ce qui fait que les personnes les moins responsables sont les plus touchées. Les producteurs-rices et les communautés locales doivent faire face à l'instabilité et la baisse des rendements et des revenus², à des terres inadaptées gravement affectées par les changements climatiques, à la dégradation de la qualité des récoltes, à la rareté des ressources en eau disponibles et à l'insécurité alimentaire, à l'origine de difficultés économiques.

Dans ce contexte, les organisations internationales, les décideurs et les donateurs doivent jouer un rôle de premier plan en débloquent rapidement des fonds pour les communautés les plus touchées par le changement climatique. Ces dernières doivent pouvoir vendre leurs produits dans des conditions équitables leur permettant de couvrir les coûts d'une production durable ou d'une transition vers celle-ci. En outre, les entreprises doivent mettre en œuvre de strictes procédures de diligence responsable en matière de droits humains et d'environnement afin de permettre l'émergence d'un commerce mutuellement bénéfique pour les populations et la planète. Les pratiques et les principes fondamentaux du commerce équitable doivent être généralisés et reproduits.

À la lumière de la prochaine COP28, le Mouvement du commerce équitable réitère son appel à une action immédiate : **pour créer un impact significatif et durable, la justice climatique doit être le fondement de toute action climatique.**

1. Défendre un financement pérenne de la lutte contre le changement climatique

L'augmentation et la réorganisation de la finance climat sont des conditions préalables à la mise en œuvre de contributions déterminées au niveau national (CDN) ambitieuses pour de nombreux pays fortement touchés par le changement climatique.

- Les discussions sur le financement du climat se sont à date concentrées sur une infime partie des 2,4³ à 4 trilliards⁴ de dollars annuels estimés nécessaires d'ici 2030 pour que les pays les plus pauvres puissent réduire leurs émissions, faire face efficacement aux effets du changement climatique et renforcer leur résilience⁵.
- L'Adaptation Gap Report 2022⁶ du PNUÉ souligne que les flux financiers internationaux pour l'adaptation sont 5 à 10 fois inférieurs aux besoins estimés et que l'écart se creuse. Donner la priorité aux actions qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre (GES) et aident les communautés à s'adapter, telles que les pratiques agroécologiques, contribuerait à la résilience tout en soutenant la réduction de l'empreinte environnementale des agriculteurs-rices. Les revenus générés par leurs activités de commerce équitable ne suffisent pas à couvrir les pertes ou à réparer les écosystèmes endommagés.
- Il est essentiel d'analyser la finance climat pour les petits producteurs-rices au prisme du genre : dans la majorité des pays, la part des petites exploitantes ayant accès au crédit est inférieure de 5 à 10 % à celle des petits producteurs-rices⁷.
- Des obstacles structurels subsistent dans l'accès à la finance climat pour les petits producteurs-rices⁸. Ceux-ci incluent des problèmes logistiques, l'accès à l'information et un accès limité aux garanties. Ils sont également confrontés à des obstacles réglementaires, à des taux d'intérêt élevés, un manque de garanties, des cadres juridiques inadéquats et à des prêts complexes augmentant leurs coûts de transaction.
- Entre 2008 et 2018, le secteur agricole des pays à faible revenu et des pays à revenu moyen inférieur a subi 82% de tous les dommages et pertes économiques causés par des catastrophes de moyenne ou grande ampleur, bien qu'il ne soit pas responsable de la crise climatique⁹.

Le Mouvement du commerce équitable appelle les décideurs politiques, les donateurs et les entreprises à :

- Élaborer une nouvelle feuille de route, décrivant des objectifs réalisables et assortis de délais, afin de débloquer des sources de financement nouvelles et inclusives, de mettre en place des mécanismes de suivi transparents sur les engagements financiers et de développer des outils de financement de l'adaptation adaptés au contexte, tout en accordant une plus grande attention aux liens entre l'adaptation et l'atténuation.
- Réformer l'architecture financière mondiale en créant un système favorable à l'augmentation des investissements des producteurs-rices dans la formation et les pratiques durables, et permettant d'équilibrer les risques financiers, de diversifier les cultures, d'introduire des technologies pertinentes, une irrigation efficace et des méthodes de conservation.
- Créer des passerelles efficaces entre les outils de financement du climat et de l'agriculture conventionnelle disponibles pour les petits producteurs-rices afin de multiplier leurs avantages croisés.

- Développer des produits et des services financiers adaptés aux besoins des petits producteurs·rices, notamment des conditions de remboursement souples, des taux d'intérêt plus bas et des processus de demande simplifiés.
- Cibler les organisations d'agriculteurs·rices en tant que bénéficiaires directs des subventions, par exemple dans le cadre du volet "subventions" du Fonds Vert pour le Climat.
- Veiller à l'inclusion des petits producteurs·rices dans la conception, la priorisation, la mise en œuvre et le suivi d'outils efficaces de finance climat.
- Intégrer des services de conseil en matière de planification, de marketing et de gestion financière.
- Veiller à ce que les organisations de la société civile puissent demander un financement dans le cadre du Fonds pour pertes et dommages et faciliter cette procédure.
- Envisager de structurer le Fonds en une "fenêtre d'intervention en cas de catastrophe" (par exemple, en cas de tempête ou de fortes pluies), une "fenêtre à évolution lente" (par exemple, pour l'élévation du niveau de la mer) et une "fenêtre à micro/petites subventions".

2. L'environnement favorable

La finance climat joue un rôle important mais n'est pas une baguette magique. La protection de l'environnement ainsi que l'atténuation et l'adaptation au changement climatique vont de pair avec l'éradication de la pauvreté. Le mouvement du commerce équitable appelle à une approche multidimensionnelle pour bien comprendre, anticiper et faire face aux conséquences de la crise climatique actuelle.

La participation des petits producteurs·rices aux travaux conjoints de Charm el-Cheikh sur la mise en œuvre de l'action climatique sur l'agriculture et la sécurité alimentaire est essentielle. Elle permettra d'identifier des solutions pertinentes et conformes à leurs priorités au niveau local. Dans ce contexte, il est essentiel de reconnaître les défis spécifiques auxquels sont confrontées les femmes pour remédier aux déséquilibres de pouvoir existants et parvenir à une véritable inclusion.

- Les principes de l'agroécologie (tels que promus par l'agriculture biologique et l'agroforesterie) font partie de la solution pour mettre fin aux incitations au défrichage et pour réduire la dépendance à l'égard des pesticides. Cependant, des investissements financiers et techniques importants sont nécessaires pour transformer les méthodes de production (achat de matériel et de plants, fabrication de compost, équipement, main-d'œuvre, etc.)
- Les agriculteurs·rices ne peuvent pas mettre en œuvre des modèles de production durable et neutres en carbone à leurs propres frais. Cette attente doit changer grâce au développement d'un argumentaire en faveur des biens produits de manière durable, notamment par une répartition équitable des richesses intégrée dans des pratiques commerciales justes telles que des contrats d'approvisionnement à long terme entre acheteurs et fournisseurs, et des mécanismes de tarification qui permettent de couvrir les coûts d'une production durable.
- Les entreprises et les approches éthiques et de commerce équitable ont prouvé que leurs modèles étaient bons pour les personnes et la planète, résistant particulièrement aux crises exogènes tout en restant économiquement viables. Ces modèles doivent être davantage pris en compte et généralisés.

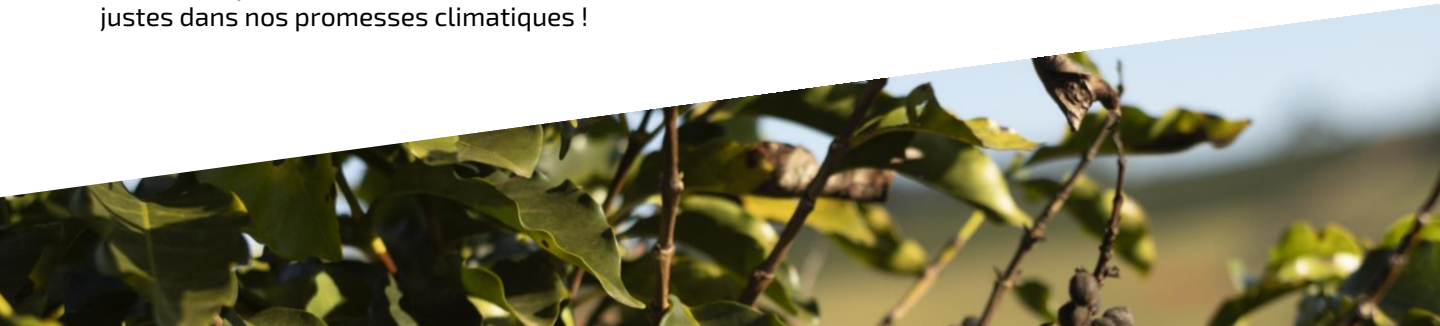
- Il n'y a pas de justice climatique sans justice commerciale et vice-versa. Dans sa configuration actuelle, le commerce tend à renforcer les asymétries de pouvoir au sein des chaînes d'approvisionnement mondiales, tout en échouant à réduire les émissions GES et à préserver la biodiversité.

C'est pourquoi le Mouvement du commerce équitable souhaite souligner que :

- La voix des agriculteurs·rices doit être au cœur de la structure des processus liés à la CCNUCC les concernant et la COP28 doit aborder l'opérationnalisation du travail conjoint de Charm el-Sheikh sur la mise en œuvre de l'action climatique sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.
- Les décideurs politiques et les bailleurs de fonds doivent concevoir et financer des mesures de soutien aux petits producteurs·rices pour les aider à passer à l'agroécologie. En outre, la répartition de la valeur devrait être au centre des discussions politiques afin de garantir un cadre favorable au développement des pratiques agroécologiques.
- Les décideurs politiques doivent adopter des cadres législatifs solides et inclusifs en matière de droits humains et de diligence environnementale, qui comprennent des dispositions contraignantes sur le revenu et le salaire vital, et obliger les entreprises à revoir leurs pratiques en matière d'approvisionnement, de commerce et d'achat afin de s'assurer que leurs prix reflètent les coûts réels de la production durable.
- Pour que les nouvelles lois sur la chaîne d'approvisionnement soient transformatrices et n'entraînent pas de conséquences imprévues, les décideurs politiques doivent procéder à des études d'impact pertinentes et, sur la base de leurs conclusions, concevoir des mesures d'accompagnement adaptées aux acteurs de la chaîne d'approvisionnement les plus faibles, ainsi que garantir une répartition équitable des coûts de mise en conformité avec les nouvelles exigences en matière d'accès au marché.
- Les modèles d'accords commerciaux et les politiques commerciales doivent être repensés afin que le développement durable puisse être réalisé concrètement par les parties concernées, en créant des avantages égaux pour tous les partenaires commerciaux tout en favorisant la transition vers des chaînes d'approvisionnement plus résilientes et neutres sur le plan climatique.
- Les chapitres relatifs au commerce et le développement durable (CDD) incorporés dans les accords commerciaux doivent devenir la nouvelle norme.
- Les processus de négociation actuels et futurs doivent garantir des processus consultatifs, permettant aux agriculteurs·rices, aux travailleurs·ses et aux populations autochtones de s'asseoir à la table des négociations.

En bref, quel bilan du Mouvement du commerce équitable sur la crise climatique ?

Nous exhortons les dirigeants mondiaux présents à la COP28 à accélérer les actions en faveur du climat, à honorer leurs engagements, à faire preuve d'audace et à travailler ensemble à la transformation de notre système économique actuel en un système équitable et prospère pour tous et toutes. Plaçons les humains au centre, accélérons les solutions inclusives et participatives. Soyons justes dans nos promesses climatiques !



Notes de bas de page

[1. L'ère de l'ébullition mondiale est arrivée, prévient le chef de l'ONU](#)

[2. Changement climatique et thé équitable - Fiche d'information](#)

[3. Selon un rapport commandé par le Royaume-Uni et l'Égypte en prévision de la COP27 de l'année dernière, l'Union européenne est en train de se doter d'une stratégie de développement durable.](#)

[4. Selon l'Institute for Climate Economics](#)

[5. Le sommet de Paris sur le financement du climat donne une impulsion mais peu de résultats - POLITICO](#)

[6. Adaptation Gap Report 2022 | UNEP - Programme des Nations Unies pour l'environnement](#)

[7. PNUD Genre, changement climatique et sécurité alimentaire. 2016](#)

[8. En 2020, le Fonds international de développement agricole \(FIDA\) a indiqué que moins de 2 % des fonds destinés à la lutte contre le changement climatique allaient aux petits exploitants.](#)

[9. FAO, La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2021. Rendre les systèmes agroalimentaires plus résilients aux chocs et aux stress, Chapitre 1, La résilience des systèmes agroalimentaires : Qu'est-ce que c'est ?](#)

Contacts:

Fair Trade Advocacy Office

Charlotte Vernier

Coordinatrice senior politiques et des projets

vernier@fairtrade-advocacy.org

WFTO Europe

Mikkel Kofod Nørgård

Coordinateur régional

coordination@wfto-europe.org

Fairtrade International

Sophie Aujean

Directrice du plaidoyer mondial

s.aujean@fairtrade.net



Co-funded by
the European Union